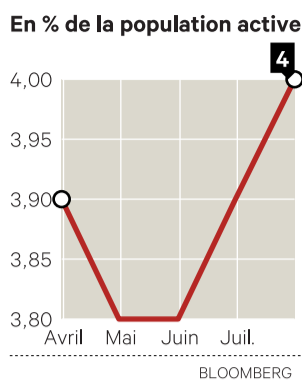


# MONDE

en chiffres

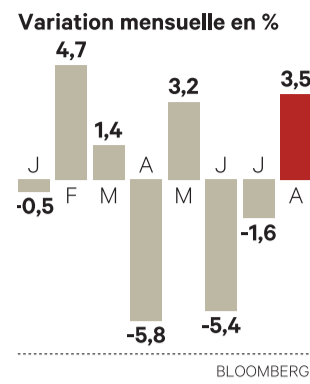
## NORVÈGE : LE CHÔMAGE AUGMENTE EN JUILLET

Le taux de chômage en Norvège a de nouveau légèrement crû en juillet. A 4 %, il est en hausse de 0,1 point par rapport à juin, selon l'institut norvégien de statistiques SSB. Quelque 113.000 personnes étaient sans emploi fin juillet, soit 5.000 de plus qu'un mois plus tôt. Parallèlement, l'emploi a continué de progresser.



## ÉTATS-UNIS : HAUSSE DES VENTES DE MAISONS

Les ventes de maisons neuves ont augmenté en août aux États-Unis de 3,5 % sur un mois, à 629.000 en données corrigées, selon le département du Commerce. Sur un an, les ventes de maisons neuves sont en forte hausse de 12,7 %. Le prix médian d'une maison neuve s'est établi à 320.200 dollars, en recul de 2,4 %.



## 1 MILLIARD DE DOLLARS

C'est la somme que va investir la Banque mondiale qui permettra selon elle de lever 4 autres milliards pour faire passer la capacité de stockage d'énergie des pays en développement, essentiellement l'Afrique, de 4,5 GWh aujourd'hui à 17,5 GWh d'ici à 2025.

# La Fed réaffirme son indépendance

- La Réserve fédérale américaine a annoncé, mercredi soir, la troisième hausse de ses taux d'intérêt en 2018.
- Une position que ne partage pas Donald Trump, qui craint plus que tout que cette hausse ne vienne ralentir la croissance.

## ÉTATS-UNIS

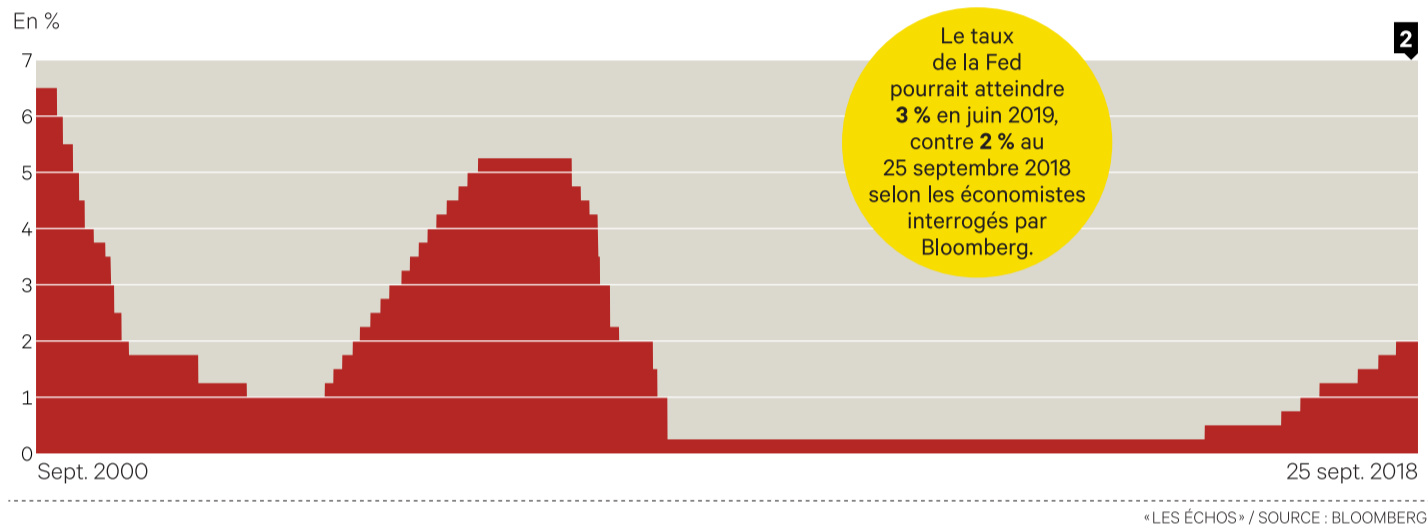
Nicolas Rauline  
@nrauline  
— Bureau de New York

C'est l'un des premiers moments de vérité du mandat de Jerome Powell à la tête de la Fed. Le directeur de la réserve fédérale américaine a annoncé mercredi soir un relèvement des taux d'intérêt, entre 2 % et 2,25 %, le plus haut niveau depuis dix ans, alors même que Donald Trump a plusieurs fois critiqué cette politique, au cours des dernières semaines. En août, le président américain avait confié qu'il n'était « pas ravi » par la hausse des taux. Une marque d'indépendance qui était attendue par les marchés, plutôt positifs sur les premiers pas de Powell au sein de l'institution, mais qui redoutent une confrontation avec l'exécutif.

La Fed ne prend « pas en compte les facteurs politiques pour prendre ses décisions », a rappelé Jerome Powell lors de la conférence de presse qui a suivi ces annonces. Il assure également que les conséquences de la guerre commerciale sont pour l'instant « limitées », mais se dit préoccupé par son évolution, à long terme. « Les craintes augmentent », a-t-il conclu.

Cette hausse, la troisième cette année et la huitième depuis 2015, ne faisait guère de doutes parmi les

## Le taux directeur de la Fed



« LES ÉCHOS » / SOURCE : BLOOMBERG

investisseurs, et devrait renforcer la probabilité que la Fed procède, au total, à quatre hausses de taux cette année. La réserve fédérale prévoit d'ailleurs toujours une autre hausse avant la fin de l'année, ainsi que trois autres en 2019. Le rythme tomberait ensuite à une seule en 2020 puis aucune en 2021. La médiane des projections de taux à long terme est désormais portée à 3 %, contre 2,875 % auparavant.

## Maintenir une économie prospère

Les délibérations de la réserve fédérale étaient particulièrement atten-

dues, notamment sur les orientations pour l'année prochaine et les prévisions pour une économie où tous les voyants, ou presque, sont au vert. La Fed a relevé ses prévisions de croissance pour cette année, à 3,1 %, bien au-dessus des 2,8 % anticipés en juin. L'an prochain, le rythme devrait ralentir à 2,5 % de croissance, même si c'est 0,1 point de plus que les précédentes estimations. Les prévisions sur l'inflation restent, elles, inchangées, à 2,1 % sur l'année, mais elle pourrait être légèrement inférieure en 2019 (2,0 %). Jerome Powell milite pour une remontée progressive des taux.

Avec un chômage toujours plus bas, tombé sous les 4 % cette année, et qui pourrait descendre à 3,7 % en 2019, et une inflation enfin en ligne avec les objectifs de 2 % fixés par l'institution, sa priorité est d'éviter une surchauffe de l'économie américaine. Une position que ne partage pas Donald Trump, qui craint plus que tout que cette hausse ne vienne ralentir la croissance américaine. Une partie de l'administration estime aussi que, si l'inflation n'augmente pas au-delà des 2 %, la Fed pourrait se permettre de faire une pause dans son rythme de remontée des taux.

Face aux pressions, Jerome Powell tente de s'assurer le soutien du Congrès. Selon « Business Week », le directeur de la Fed multiplie les rencontres avec les parlementaires, 48 au total lors de ses six premiers mois de mandat (contre 17 pour Janet Yellen sur la même période). Objectif : s'assurer qu'ils sont aussi attachés que lui à l'indépendance de la Réserve fédérale, face à la Maison-Blanche, alors que le pouvoir et le fonctionnement de la Fed sont remis en cause par une partie des conservateurs et par l'aile gauche démocrate. ■



Le directeur de la Réserve fédérale, Jerome Powell.

## Des turbulences mais peu de risques de contagion dans les pays émergents

La crise de la Turquie et de l'Argentine n'entraîne pas de contamination systémique chez les émergents. Les prévisions de croissance sont toutefois revues en baisse en raison de la remontée des taux d'intérêt.

Michel De Grandi  
@MdeGrandi

L'été a été rude pour la livre turque et le peso argentin qui ont fortement décroché par rapport au dollar ; leur crise soudaine a de nouveau braqué les projecteurs sur les émergents, qui constituent désormais « le maillon faible de la croissance mondiale », note Ariel Emirian, analyste à la Société Générale. Qu'on se rassure toutefois : le ralentissement des pays émergents aura un impact limité sur l'économie mondiale, toujours largement tirée par les États-Unis. Sauf accident, les dix gros émergents (\*), soit environ 70 % du PIB des pays en développement, devraient voir leur croissance ramenée à 4,2 % fin 2019 contre 5,5 % deux ans plus tôt, selon les calculs de TAC Economics.

Cela étant, le calendrier assez rapide de remontée des taux d'intérêt de la Fed rend les conditions de financement moins favorables, ce qui va dégrader un peu plus les perspectives de croissance de ces

économies à un moment où leur activité manque déjà de vigueur – décelération chinoise, piètres performances de la Russie et du Brésil –, y compris chez les exportateurs d'hydrocarbures.

Par-delà la faiblesse conjoncturelle, les pays émergents aujourd'hui en difficulté souffrent tous d'une insuffisance d'épargne, qui conduit à un déficit courant chronique. Selon que leur endettement est libellé en monnaie locale ou en devises, leur exposition au risque extérieur diffère. Ankara comme Buenos Aires ont en commun d'avoir une dette libellée en dollars, la forte dépréciation de leur monnaie face au billet vert ayant entraîné une flambée de leur endettement. Cette volatilité des taux de change a également « augmenté en Inde, en Indonésie et en Afrique du Sud, des pays dont la croissance est dépendante du financement externe », note la Société Générale.

## Insuffisance d'épargne

« Nous ne croyons pas à un embrasement généralisé mais plutôt à des crises séquentielles », explique Thierry Apoteker, président de TAC Economics. Après les turbulences de l'été, des pays intermédiaires, ouverts sur l'extérieur, devraient à leur tour ralentir. « Ce sera le cas du Chili, de la Colombie, de la Malaisie ou encore de la Thaïlande », souligne



Les dix gros émergents, soit environ 70 % du PIB des pays en développement, devraient voir leur croissance ramenée à 4,2 % fin 2019. Ci-dessus, une usine en Inde. Photo Sam Panthaky/AFP

l'expert. Pendant ce temps, la Turquie et l'Argentine auront procédé aux ajustements nécessaires et pourront s'appuyer sur leur marché intérieur. « Aux alentours de fin 2019 et en 2020, une troisième vague pourrait toucher les exportateurs de pétrole vulnérables », conclut le spécialiste, citant pêle-mêle « l'Angola, les Emirats arabes unis ou encore le Qatar. »

Un autre point risque d'affaiblir les émergents, notamment d'Asie : les différends commerciaux Chine-États-Unis. S'ils devaient durer, « ils

pourraient entamer la confiance et décourager l'investissement », prévient la Banque asiatique de développement, qui a révisé ses prévisions en légère baisse. Au début de l'été, elle anticipait encore une croissance de 5,9 % pour la région en 2019, elle se contente désormais de 5,8 %, après 6 % cette année. Une croissance qui peut paraître soutenue mais qui serait en fait la plus faible des quinze dernières années.

(\* Brésils, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Turquie, Indonésie, Corée du Sud, Pologne et Mexique.

## Guerre commerciale : un coût pour l'Asie

Le conflit commercial sino-américain risque d'entraîner une perte de confiance et une chute de l'investissement en Asie.

Yann Rousseau  
@yannsan  
— Correspondant à Tokyo

Au début de l'été, la Banque asiatique de développement (BAD) anticipait encore une croissance de 5,9 % pour la région Asie en 2019. Mais la récente poussée des conflits commerciaux internationaux l'a contrainte à revoir légèrement à la baisse ses projections. Le PIB de la zone ne devrait croître que de 5,8 % l'an prochain, contre 6 % cette année. « Des différends commerciaux prolongés peuvent faire souffrir la confiance et décourager l'investissement », résume la banque dans sa nouvelle étude.

Si une progression de 5,8 % peut apparaître très soutenue pour la région composée de 45 pays, c'est, en fait, un taux inférieur à ce que les pays du continent connaissent depuis 15 ans. C'est même le pire recensé par la BAD depuis... 2001.

Les économistes de la BAD notent que la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis a, pour l'instant, été globalement bien digérée par ces économies souvent très orientées vers l'export qui bénéficient toujours du dynamisme de la consommation des Chinois et des Indiens. « La crois-

sance reste stable dans presque toute l'Asie en développement du fait d'une demande intérieure robuste, des prix soutenus du pétrole et du gaz et d'une consolidation du rebond indien », écrivent les économistes de la BAD. « Mais le plus gros risque viendrait d'une disruption des chaînes de production internationales provoquée par une nouvelle escalade des tensions commerciales », prévient Yasuyuki Sawada, l'économiste en chef de la banque, sans pointer directement les dernières initiatives de Washington et Pékin.

## Risques à long terme

A terme, ces nouvelles barrières douanières risquent de faire souffrir les entreprises asiatiques servant de fournisseurs aux grands exportateurs chinois qui vont être touchés par les restrictions américaines. Plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, liés économiquement au géant chinois, devraient ainsi voir leur croissance refroidir en 2019. La BAD pointant notamment l'impact sur le Vietnam, les Philippines, la Malaisie ou encore la Birmanie. En Chine, la croissance ne devrait atteindre finalement que 6,3 % en 2019, contre 6,6 % en 2018 et 6,9 % l'an dernier.

Pour la BAD, « les efforts des pays asiatiques pour former des accords commerciaux au sein même de la région et au-delà pourraient servir de contrepoids à cette poussée du protectionnisme ». ■